

POLITIQUE. En plein boom ou en pleine débâcle : après les scrutins du printemps, les partis connaissent des fortunes diverses. Certains sont à la diète, En Marche est sur une mine d'or

Un jackpot et des finances très délicates

Essor pour les uns, débâcle pour les autres : les budgets des partis sont indexés à leurs scores électoraux.

Comment va le Parti socialiste ? Eh bien, sans surprise, le poulx de la formation ne bat pas fort. Côté militants, le PS n'en finit pas de perdre des adhérents. Fin 2016, le PS de Loire-Atlantique dénombrait 2 500 militants, selon le premier secrétaire de la fédération départementale, Fabrice Roussel. Ils étaient 2 800 adhérents en 2015, plus de 3 000 en 2012.

Après la claque du printemps, le PS contraint de se mettre à la diète

Après la claque électorale du printemps, « la petite hémorragie » se poursuit. « On y verra plus clair le 28 septembre après le vote des militants sur la nouvelle feuille de route proposée par le bureau national, indique Fabrice Roussel. Les rangs seront plus clairsemés. Ces derniers mois, on a reçu plus de courriers et de mails de militants nous faisant part de leur décision de ne pas renouveler leur cotisation. »

Conséquence : les finances sont en berne. Pour chaque bulletin obtenu au premier tour des législatives, les partis reçoivent 1,42 €. Une



Fabrice Roussel, premier secrétaire du PS 44. Photo archives PO-N. Bourneau

seconde enveloppe (37 731,14 €) est attribuée pour chaque parlementaire élu. En 2012, fort de 225 804 voix et de 8 députés, le PS 44 a apporté au siège de Solférino une manne de 622 509 € (soit 3,1 millions sur l'ensemble de la manda-

ture). Cinq ans plus tard, c'est diète obligatoire. En juin, aucun candidat socialiste n'a obtenu son billet pour l'Assemblée nationale en Loire-Atlantique. Et le PS n'a totalisé que 47 829 suffrages. Le magot « envoyé » à Solférino a fondu : désor-

mais, il atteint 67 917 €/an. « Après avoir centralisé ces crédits, les instances nationales appliquent un système de péréquation qui permet de doter les fédérations ayant besoin d'aide, précise Fabrice Roussel. Bon an mal an, la fédération de Loire-Atlantique perçoit 70 000 €. » Officiellement, le budget du PS 44, plafonné à 600 000 € cette année contre 800 000 € lors de périodes plus fastueuses, n'est pas trop affecté par la disette. Ainsi, la cession des locaux situés cours des 50-Otages, à Nantes (soit 300 m2 de bâtiments ayant mobilisé un investissement dépassant le million d'euros), n'est pas d'actualité. « Cela ne rentre pas dans la stratégie actuelle, contrairement au siège de Solférino à Paris », énonce Fabrice Roussel.

Modeste réunion de rentrée

Les dirigeants explorent les pistes d'économies possibles. La fédération, qui avait reçu le renfort d'un salarié durant les élections, revient à un effectif de quatre permanents. « On fait attention sur l'envoi de courrier, le matériel de reprographie. » La Fête de la rose, annulée en 2016, va encore passer à la trappe cette année. En lieu et place, se tiendra une modeste « réunion de rentrée politique le 23 septembre ».

Yan Gauchard
et Xavier Bousillon

ZOOM



François Pinte, président de la fédération LR de Loire-Atlantique. Photo archives PO

Les Républicains gèrent au plus serré

Ric-rac. Malgré la déroute électorale du parti de François Fillon, les comptes de la fédération LR de Loire-Atlantique n'ont pas plongé dans le rouge. « Nous n'avons pas eu de départ massif de militants, explique son président, François Pinte. Or une grande partie de nos ressources provient des adhésions, Paris nous reversant 60 % ». Par ailleurs, si elle a perdu son unique député, la « fédé 44 » peut toujours compter sur les nombreux élus LR à la Région,

au Département et dans les communes, qui lui restituent en moyenne 3 % de leurs indemnités. Pour le reste, LR 44 s'appuie sur des événements comme ses universités d'été à La Baule pour s'assurer quelques rentrées. « On gère notre budget au plus serré pour éviter de se retrouver en difficulté. On fait très attention », poursuit François Pinte. Locataire de ses locaux sur l'île de Nantes, LR 44 n'emploie qu'une seule permanente à l'année.



Le joli magot d'En marche

Grand chelem. Dix députés sur dix. 166 450 voix au 1^{er} tour des législatives. Le mouvement du président Macron (En marche !) a fait un carton plein en Loire-Atlantique, s'assurant une dotation de 613 669 €/an. Soit un pactole de plus de 3 M€ sur cinq ans. « Ces subventions publiques ne seront versées qu'à partir de mai 2018, note Stéphane Gachet, référent d'En marche 44. Les crédits seront centralisés au niveau national, on ne connaît pas les clés de répartition qui suivront. Pour l'heure, on continue à travailler comme avant. On fait avec nos petits bras et nos idées, on se réunit dans des salles associatives ou dans des appartements. » Le mouvement revendique plus de 10 000 soutiens dans le département (l'adhésion est gratuite). Et espère à terme « disposer d'un local et recruter un ou deux salariés ».

Archives PO

À partis adverses, fortunes diverses

Europe Écologie Les Verts, France insoumise, Front national : les formations affinent leur stratégie.

Le FN a pris un bouillon aux dernières législatives. Moins 9 000 voix par rapport à 2002. Le parti de Marine Le Pen, qui a retrouvé un local à Orvault, ne roule donc pas sur l'or. « Pas assez riche pour avoir un permanent », déclare Alain Avello, élu régional, responsable départemental du parti et tête de liste aux sénatoriales. « Dans ce contexte, il n'est pas impossible que le siège national soit un peu chiche avec la fédé », pense Alain Avello. Qui s'enorgueillit du nombre de militants. « On avait peur qu'il ne se passe rien après les élections mais ça va plutôt bien sur ce plan. On compte à peu près



François Lelièvre, Catherine Bassani-Pillot et Alain Avello. Montage PO

800 adhérents contre 700 l'an passé. Si tous les militants se mettent à jour de leur cotisation, on doit arriver à 1 000. » Avec un score stable (plus de 29 000 voix aux législatives), Europe Écologie Les Verts (EELV) travaille « avec peu de moyens. On a l'habitude, on acquiert une certaine expertise en la matière, sourit Catherine Bassani-Pillot, co-secrétaire régionale. Mais

cela fait partie de nos valeurs. » Le parti, implanté à Nantes, emploie deux permanents, affiche un budget régional de 240 000 €. Et revendique 555 adhérents, dont 285 en Loire-Atlantique. Après une séquence politique délicate - « certains sympathisants ont eu du mal à accepter le retrait de Yannick Jadot à la présidentielle » - EELV escompte repartir de

l'avant. Et (re)mobiliser autour du dossier d'aéroport. En dépit des 75 000 suffrages recueillis en Loire-Atlantique, les militants de la France insoumise demeurent peu dispendieux.

« On paye nos drapeaux »

« On paye nos drapeaux, on se débrouille pour nos tracts, confie François Lelièvre, coordinateur de groupe sur la 4^e circonscription. Pour l'heure on n'a pas d'aide du national mais ça devrait venir. » Le mouvement ne compte pas d'adhérents, « on n'est pas un parti, on fonctionne avec une quarantaine de groupes d'appui ». Pas de salarié, ni de local. « On réfléchit à avoir une permanence. Pour l'heure, la priorité, ce sont les manif's contre la réforme du code du travail. »

Y.G.

L'INFO EN PLUS

PCF 44 : un budget de 500 000 € maintenu

Le Front de gauche ayant imposé, le Parti communiste a pris une claque aux législatives. En Loire-Atlantique, le PCF enregistre 21 570 voix de moins par rapport à 2012. Bon an mal an, le PCF 44 maintient un budget de 500 000 €. Compte 3 permanents, 4 sièges dont il est propriétaire (deux à Nantes, un à Trignac, un à Rezé) et loue un local à Saint-Nazaire. Le PCF 44 édite un journal mensuel et orchestre une fête annuelle. La rentrée sociale s'annonce agitée : le parti, qui a réuni 1 200 militants lors de son université d'été à Angers, est « vent debout contre le gouvernement au service des riches ». Et était dans la rue le 12 septembre avec les syndicats pour contester la réforme du code du travail.